



La Lettre de l'OCIM

Musées, Patrimoine et Culture scientifiques et techniques

124 | 2009
juillet - août 2009

Projet de développement d'un équipement : le Document d'Orientation

Étienne Bertrand



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/ocim/301>

DOI : 10.4000/ocim.301

ISSN : 2108-646X

Éditeur

OCIM

Édition imprimée

Date de publication : 1 juillet 2009

Pagination : 25-29

ISSN : 0994-1908

Référence électronique

Étienne Bertrand, « Projet de développement d'un équipement : le Document d'Orientation », *La Lettre de l'OCIM* [En ligne], 124 | 2009, mis en ligne le 01 juillet 2011, consulté le 20 avril 2019. URL : <http://journals.openedition.org/ocim/301> ; DOI : 10.4000/ocim.301

Tous droits réservés

Projet de développement d'un équipement : le Document d'Orientation

Étienne Bertrand *



Maquette au 1/10^e d'un fourgon-pompe Rochet-Schneider, modèle de 1932, réalisée par l'atelier du corps des sapeurs pompiers de Lyon, 1934 (musée des Sapeurs Pompiers de Lyon et du Rhône).
© Patrimoine Recherche Avenir

* Étienne Bertrand est muséologue
patrimoinerecherche@free.fr

Préalable nécessaire à l'élaboration du PSC, la rédaction du Document d'Orientation représente – pour un établissement muséal – un élément important dans le processus d'obtention de l'appellation Musée de France : l'exemple du musée des Sapeurs Pompiers de Lyon permet de préciser les principales étapes de cette démarche.

Un musée souhaitant obtenir l'appellation « Musée de France » doit montrer que, conformément à l'article L410-1 du *Code du Patrimoine*, il possède une « collection permanente composée de biens dont la conservation et la présentation au public revêtent un intérêt public et organisée en vue de la connaissance, de l'éducation et du plaisir du public ».

La Direction des Musées de France a donc défini un document ressemblant fortement au Projet Scientifique et Culturel (PSC), mais moins lourd et avec un certain nombre de spécificités.

Conformément au décret d'application du 25 avril 2002, la demande est accompagnée de l'inventaire des biens, de la décision de l'instance délibérante compétente demandant l'appellation « Musée de France » et d'un Document d'Orientation précisant les objectifs scientifiques et culturels du musée ainsi que les conditions et les moyens envisagés pour leur mise en œuvre, notamment en matière de collections, de personnels, de muséographie, d'éducation, de diffusion et de recherche. Ce Document d'Orientation, une fois l'appellation « Musée de France » obtenue par arrêté du ministère de la Culture et de la Communication, sert de base à la rédaction du PSC.

L'inventaire des biens affectés aux collections du musée

Bien que marginal par rapport au sujet qui nous occupe principalement – le Document d'Orienta- tion – il n'est pas inutile de préciser quelques points rela- tifs à l'inventaire des biens affectés aux collections du musée. Dans le cadre d'une appellation « Musée de France », la réalisation de cet inventaire répond à deux objectifs :

- connaître les collections : l'inventaire est un outil de connaissance indispensable pour avoir une vision précise des biens affectés aux collections d'un musée et définir les objectifs scientifiques et cultu- rels du musée dont ils sont, généralement, le cœur.
- préciser la provenance juridique des collections : ce second point est essentiel. L'appellation « Musée de France » confère aux collections d'un musée un statut juridique particulier qu'il s'agisse de collections appar- tenant à une personne morale de droit public ou privé. Dès lors qu'ils sont affectés à une collection bénéficiant de l'appellation « Musée de France », les biens sont considérés comme « trésors nationaux » (art. L111-1 du *Code du Patrimoine*), ils sont impres- criptibles (art. L451-3 du *Code du Patrimoine*) et insaisissables (art. L451-10 du *Code du Patrimoine*). Ces protections dont bénéficient les biens affectés aux collections d'un « Musée de France » justifient que la provenance des biens soit parfaitement établie. Les rubriques « Mode d'acquisition », « Nom et

adresse du donateur, testateur ou vendeur », « Date d'acquisition et/ou d'affectation », « Date d'inscrip- tion au registre » et « Numéro d'inventaire » sont donc des données obligatoires.

Le Document d'Orienta- tion

Le Document d'Orienta- tion est l'un des éléments qui doit permettre aux membres de la Commission scien- tifique nationale dans un premier temps et au Haut Conseil des Musées de France de donner un avis sur la demande d'appellation « Musée de France ». Il est accompagné de l'inventaire des collections, de diffé- rents documents administratifs variant selon le statut du musée, d'un rapport du conservateur en charge du dossier à l'Inspection générale des Musées et d'un rapport du conseiller pour les Musées de la DRAC dont il dépend. Le Document d'Orienta- tion s'articule donc autour de deux points clefs : un état des lieux et le musée dans l'avenir.

L'état des lieux

L'état des lieux doit permettre de se faire une idée aussi précise et objective que possible de la structure, de ses collections, de son mode de fonctionnement, de ses activités culturelles et de ses moyens finan- ciers. Il doit permettre de dégager les faiblesses à dé- passer et les atouts à valoriser.

Six points principaux doivent être envisagés dans cette première partie de l'état des lieux :

- *l'histoire du musée* : cette présentation succincte offre un aperçu de la manière dont le musée a été créé et s'est développé, les personnalités qui en ont été les porteurs, les soutiens dont il a pu bénéficier.
- *le(s) bâtiment(s)* : ils induisent les conditions de conservation des collections, l'organisation d'expo- sitions temporaires, l'accueil des publics, les possi- bilités ultérieures de développement correspondant aux exigences de la Direction des Musées de France.
- *les collections* : comme le précise le *Code du Patri- moine* (art. L410-1) : « Est considéré comme musée, au sens du présent livre, toute collection permanente com- posée de biens dont la conservation et la présentation revêtent un intérêt public... ». Les collections qui pourraient être mises en dépôt dans le musée ne constituent donc pas un argument déterminant pour une demande d'appellation « Musée de France ». Il est impératif que les collections propres du musée présentent ce caractère d'intérêt public en matière de conservation et de présentation : le Document d'Orienta- tion doit s'attacher à le montrer. Un point sur les autres collections publiques françaises ou



Pompe à bras provenant de la commune de Beaufort (73) montée sur un lugeon, Guinard à Lyon, après 1880 (musée des Sapeurs Pompiers de Lyon et du Rhône).

© Patrimoine Recherche Avenir

internationales portant sur la même thématique permettra également de faire ressortir les points forts ou faibles de la collection. Enfin, il est important d'insister sur : le statut des collections, l'état de l'inventaire et du marquage des objets, la composition actuelle des collections, la politique actuelle d'acquisition, la recherche sur les collections (documentation, publications...), la politique en matière de conservation préventive, de restauration...

- *les activités culturelles du musée* : les activités proposées, l'organisation d'expositions temporaires ou la participation à des manifestations extérieures sont également significatives et témoignent de l'ancrage du musée sur le territoire et de son dynamisme.

- *les publics* : fréquentation du musée, analyse des publics du musée lui-même et des musées situés dans une aire géographique pertinente ou traitant de thématiques proches, politique de médiation du musée permettent de cerner les potentialités du musée en terme de public.

- *la gestion financière et les ressources humaines* : le musée dispose-t-il ou non d'un personnel scientifique ? D'un personnel chargé de la médiation ? S'agit-il uniquement de bénévoles, de salariés ? D'où viennent les ressources financières ? Quel a été le budget des trois derniers exercices ?

Le musée dans l'avenir

Cette seconde partie du Document d'Orientation présente la manière dont les responsables du musée envisagent son développement et de quelle manière ce dernier pourrait s'inscrire dans le cadre des « Musées de France ».

À partir des faiblesses à dépasser et des atouts à valoriser synthétisés dans la conclusion de l'état des lieux, trois axes principaux sont à développer, constituant en quelque sorte un avant projet scientifique et culturel :

- *les ambitions* : le Document d'Orientation doit donner les grandes orientations envisagées pour le musée et qui seront développées par la suite dans le Projet Scientifique et Culturel. Ces grandes orientations concernent à la fois le concept qui servira dans l'avenir de fil directeur et la place qu'occupera le musée dans un contexte aussi bien géographique que thématique. L'ancrage territorial et l'intérêt que représente le musée dans le développement local, départemental ou régional est en effet capital. Comment le nouveau musée prendra sa place parmi les autres, quel sera son apport propre... ? Traite-t-il d'une thématique déjà fortement représentée, est-il redondant avec d'autres équipements ou au contraire permet-il une nouvelle approche du sujet ?

Est-il à même, par l'intérêt de ses collections, de s'insérer dans un réseau déjà existant ou à créer ?

- *les politiques à mener* : en matière de conservation, restauration, étude et enrichissement des collections ; d'accessibilité des collections au plus grand nombre ; de conception et de mise en œuvre d'actions d'éducation et de diffusion ; de contribution aux progrès de la connaissance et de la recherche.

- *les moyens financiers et humains à mettre en œuvre* : élaboration d'un organigramme précis ; création éventuelle d'un comité scientifique contribuant à définir les grandes orientations du musée, notamment en matière d'expositions, d'acquisitions, de publications ; présentation des budgets prévisionnels à trois ou cinq ans.

Un cas pratique : le musée des Sapeurs Pompiers de Lyon et du Rhône

Ouvert au public en 1971, le musée des Sapeurs Pompiers de Lyon s'engage dans une procédure d'appellation « Musée de France » en 2004. Né de la volonté de professionnels de sauvegarder un patrimoine et de conserver la mémoire de leur profession, ce musée réunit une importante collection de véhicules et matériels divers de lutte contre l'incendie (environ 5 000 pièces). Le musée acquiert sa personnalité morale et juridique en 1985 avec la



Fourgon-pompe Somua Samdi, vers 1925
(musée des Sapeurs Pompiers de Lyon et du Rhône)
© Patrimoine Recherche Avenir

création de l'association des Amis du Musée (association loi 1901). Il est soutenu par le Conseil général du Rhône par l'intermédiaire du Comité d'Animation sociale et culturelle (CASC) qui fédère l'ensemble des associations du Service départemental d'Incendie et de Secours (SDIS) du Rhône et, dans une moindre mesure par la Communauté urbaine de Lyon.

En 2004, consciente de l'intérêt public de leur collection, mais aussi de la nécessité de passer à un autre stade de développement pour assurer la pérennité de la collection, l'association, soutenue par le CASC, envisage de demander l'appellation « Musée de France ». Pour réaliser l'inventaire des collections selon les normes de la Direction des Musées de France et les assister dans la rédaction du Document d'Orientation, l'association fait appel aux services du cabinet Patrimoine Recherche Avenir.

Un véritable travail en commun est engagé par les membres de l'association et le cabinet chargé de l'étude pour réaliser l'inventaire des collections. Cette première phase a permis de cerner la richesse des collections et d'en faire clairement ressortir les points forts et les faiblesses. Une seconde phase de travail, la rédaction du Document d'Orientation a associé de manière étroite les services de l'État (particulièrement Patrick Léon, conservateur en chef à l'Inspection générale des Musées de France, Catherine Gaich, conseillère pour les Musées à la DRAC Rhône-Alpes)

à l'équipe du musée et à Patrimoine Recherche Avenir. L'enjeu est double :

- réaliser un document qui réponde aux attentes de la Direction des Musées de France, notamment en matière de professionnalisation du musée (conservation des collections, accueil des publics...) ;
- conserver le caractère très spécifique de ce musée marqué par l'équipe de l'association, sapeurs pompiers pour la plupart et dont la présence est indispensable pour maintenir une atmosphère spécifique appréciée du visiteur et favoriser l'enrichissement des collections.

L'état des lieux, dressé de la manière la plus objective possible, a mis en évidence des faiblesses à dépasser :

- des locaux insuffisants et inadaptés pour mettre en place un parcours de visite digne de la richesse des collections ;
- des conditions de conservation ne respectant pas les normes actuelles de conservation préventive ;
- un manque de moyens en personnel scientifique et culturel ;
- l'aspect « ethnologique » presque absent, en raison notamment du manque de place ;
- une communication insuffisante.

Il a également montré l'acquis considérable de ce musée et les atouts à valoriser :

- des collections de premier ordre, de qualité nationale voire internationale ;
- une importante documentation rassemblée sur les pompes, motopompes et véhicules grâce à des recherches historiques et techniques menées depuis de nombreuses années ;
- un savoir-faire en matière de maintenance ou de remise en état des véhicules ;
- des compétences en matière de prévention des risques industriels, environnementaux ou domestiques et en matière de formation ;
- des partenariats, régionaux, nationaux et internationaux solides aussi bien avec des sapeurs-pompiers qu'avec le monde économique ou culturel ;
- des soutiens institutionnels forts depuis l'origine du musée et prêts à s'engager encore plus fortement ;
- un projet de développement d'envergure.



Pompe à bras provenant de la commune d'Épervans (71),
« Cordelier, fondeur, pompier fabricant à Châlon-sur-Saône »,
vers 1820 (musée des Sapeurs Pompiers
de Lyon et du Rhône)

© Patrimoine Recherche Avenir

La seconde partie du Document d'Orientation a présenté, dans un avant-projet scientifique et culturel :

- *les ambitions* : un musée d'histoire et des techniques ouvert sur l'avenir ; la formation et la prévention ; un service des publics largement dédié au jeune public ; un musée de référence et une tête de réseau ;
- *les politiques à mener* : l'enrichissement des collections et le renouvellement du parcours ; l'augmentation de la fréquentation ;
- *les moyens à mettre en œuvre* : des locaux adaptés ; un projet d'organisation du musée ; des moyens financiers.

De nombreuses rencontres et discussions ont permis de préciser et d'exprimer clairement la manière dont l'association envisageait l'avenir du musée et les moyens qu'elle comptait mettre en œuvre pour y arriver : en faire « *un musée d'histoire et de techniques lié à un musée professionnel particulier, ouvert sur le monde extérieur et sur l'avenir en lien permanent avec le présent* ».

Le musée des Sapeurs-Pompiers de Lyon et du Rhône a reçu l'appellation « Musée de France » par arrêté du ministre de la Culture et de la Communication du 19 juillet 2005. Conformément à ses engagements, le musée a recruté un conservateur en 2008. Celui-ci rédigera le Projet Scientifique et Culturel en s'appuyant sur le projet de développement dont les grandes lignes ont été définies dans le Document d'Orientation.

Ce travail d'inventaire et de rédaction du Document d'Orientation a permis l'obtention de l'appellation « Musée de France » grâce à l'implication de l'ensemble de l'équipe du musée des Sapeurs Pompiers de Lyon et du Rhône et du CASC, et, en particulier, le lieutenant-colonel Escassut, l'adjudant Texier et Jacques Périer et le soutien de Patrick Léon, conservateur en chef à l'Inspection générale des Musées et de Catherine Gaich, alors conseillère pour les Musées à la DRAC Rhône-Alpes.